

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	52	23

N° de la séance : 26

Objet de la délibération: Direction des
Ressources Humaines - Actualisation du
règlement des astreintes et indemnité
d'intervention

- ☒ Original
▪ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2016.185

Date de la convocation :

Le 13/12/2016

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **23 DEC. 2016**

de la réception s/Préfecture
en date du **28 DEC. 2016**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services


Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 19 décembre 2016

L'an deux mil seize et le 19 décembre à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de décembre, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Marc DAUNIS, Guilaïne DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, René TRASTOUR, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Jacques GENTE, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Cléa PUGNAIRE, Albert CALAMUSO, Yves DAHAN, Afrim KACA, Audouin RAMBAUD, Simone TORRES-FORET DODELIN, Jean-Pierre DERMIT, Michel VIANO, Christophe ETORE, Abderrazak SALOUH, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Laurent COLLIN, Eric PAUGET, Khéra BADAoui, Déborah MINEI

PROCURATIONS :

Roger CRESP à Gilbert TAULANE, André-Luc SEITHER à Patrick DULBECCO, Marie BENASSAYAG à Albert CALAMUSO, Marina LONVIS à Angèle MURATORI, Eric DUPLAY à Nathalie DEPETRIS, Serge AMAR à Simone TORRES-FORET DODELIN, Martine BONNEAU à Christophe ETORE, Michel BERTRAND à Michelle SALUCKI, Valérie TIERAN-GNONI à Damien BAGARIA

ABSENTS :

Gilbert HUGUES, Claude BERENGER, Joseph VALETTE, Michel MAZUET, Claudine MAURY, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Anne-Marie DUMONT, Béatrice VIGNOLO, Martine SAVALLI, Barbara LANCE, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Anne CHEVALIER, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Khéra BADAoui, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur MAURIN,

VU le décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale (Journal officiel du 17 juillet 2001),

VU le décret n°2002-148 du 7 février 2002 relatif aux modalités de rémunération ou de compensation des permanences au bénéfice de certains personnels gérés par la direction générale de l'administration du ministère de l'intérieur (Journal officiel du 8 février 2002),

VU le décret n°2002-147 du 7 février 2002 relatif aux modalités de rémunération ou de compensation des astreintes et des interventions de certains personnels gérés par la direction générale de l'administration du ministère de l'intérieur (Journal officiel du 8 février 2002),

VU le décret n°2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la fonction publique territoriale (Journal officiel du 27 mai 2005),

VU le décret n°2015-415 du 14 avril 2015 relatif à l'indemnisation des astreintes et à la compensation ou à la rémunération des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement (Journal officiel du 16 avril 2015),

VU l'arrêté du 7 février 2002 fixant les taux des indemnités et les modalités de compensation des astreintes et des interventions en application du décret n°2002-147 du 7 février 2002 relatif aux modalités de rémunération ou de compensation des astreintes et des interventions de certains personnels gérés par la direction générale de l'administration du ministère de l'intérieur (Journal officiel du 8 février 2002),

VU l'arrêté du 14 avril 2015 fixant les conditions de compensation horaire des heures supplémentaires aux ministères chargés du développement durable et du logement (Journal officiel du 16 avril 2015),

VU l'arrêté du 14 avril 2015 fixant les montants de l'indemnité d'astreinte et la rémunération horaire des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement (Journal officiel du 16 avril 2015),

VU la circulaire n°NOR/MCT/B/05/10009/C du 15 juillet 2005 du Ministère de l'Intérieur relative à la mise en œuvre de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences des agents territoriaux,

VU l'avis du Comité Technique réuni en date du 14 novembre 2016,

1- Le contexte légal

En application de l'article 5 du décret n°2011-623 du 12 juillet 2001, l'organe délibérant d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public en relevant, peut déterminer après avis du Comité Technique les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation et la liste des emplois concernés.

En contrepartie, un dispositif d'indemnisation ou de compensation est organisé par référence aux modalités et aux taux applicables aux services de l'Etat comme suit :

- Pour les agents relevant des filières autres que la filière technique par référence au décret n°2005-542 du 19 mai 2005,
- Pour les agents relevant de la filière technique par référence au décret n°2015-415 du 14 avril 2015 et un arrêté du même jour, qui constituent le nouveau fondement de l'indemnisation des agents du ministère du développement durable et du logement.

2- Définitions

2-1 Astreinte et intervention

Elle s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanent et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité, afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration, la durée de cette intervention étant considérée comme un temps de travail effectif ainsi que, le cas échéant, le déplacement aller-retour sur le lieu de travail.

2-2 Permanence

Elle correspond à l'obligation faite de se trouver sur son lieu de travail habituel, ou en un lieu désigné par son chef de service, pour nécessité de service, un samedi, un dimanche ou un jour férié.

2-3 Distinction entre 3 types d'astreintes pour la filière technique

- Astreinte d'exploitation : situation de l'agent tenu pour la nécessité du service de demeurer soit à son domicile ou à proximité, afin d'être en mesure d'intervenir,
- Astreinte de sécurité : situation d'un agent appelé à participer à un plan d'intervention dans le cas d'un besoin de renforcement en moyens humains faisant suite à un événement soudain ou imprévu (situation de pré-crise ou de crise),
- Astreinte de décision : situation d'un personnel d'encadrement pouvant être joint par l'autorité territoriale, en dehors des heures d'activité normale du service, afin d'arrêter les dispositions nécessaires.

Il est à noter que l'astreinte de sécurité n'est pas utilisée à la CASA.

3- Les cas de recours aux astreintes pour la CASA

L'assemblée délibérante doit déterminer les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation et la liste des emplois concernés.

Aussi, dès le 3 mars 2003 la CASA avait délibéré pour adopter l'indemnité d'astreinte comme mode de rémunération des permanences à domicile uniquement pour certains cadres d'emplois, en vue de répondre aux nécessités de service la nuit, le dimanche, et les jours fériés.

Le 26 juillet 2004 une nouvelle délibération relative aux indemnités d'astreinte venait compléter la première en ouvrant l'octroi à tous les grades dès lors que les personnes étaient effectivement sollicitées pour :

- Effectuer des missions de logistique ou de maintenance des bâtiments ;
- Répondre aux situations de risque ou aux besoins d'intervention en cas d'alerte, de crise ou d'accidents dans des domaines de compétence des services.

Le 03 mars 2005 une délibération est venue préciser la nature des emplois concernés par ces indemnités et les modalités de versement selon qu'il s'agisse des personnels de la filière technique ou des personnels relevant des autres filières.

Puis, les 23 décembre 2011 et le 18 mars 2013, deux délibérations sont venues compléter la nature des emplois concernés par ces indemnités et les modalités de versement selon qu'il s'agisse des personnels de la filière technique ou des personnels relevant des autres filières.

Enfin, le 30 juin 2014 une délibération actualisait les modalités d'utilisation des astreintes, notamment pour celles relatives à la prise de décision et instaurait la possibilité de recourir aux permanences.

Aujourd'hui, un nouveau décret vient modifier les modalités d'indemnisation des astreintes de agents de la filière technique en modifiant les taux et en instaurant une indemnité d'intervention pour les agents non éligibles à l'IHTS.

Il est donc proposé d'actualiser les modalités d'indemnisation des astreintes.

Modalités d'application :

Les situations prévues à la CASA	Emplois et directions concernées	Modalités
<p>Interventions en cas d'incident, de panne, de problème technique ou commercial sur le réseau Envibus</p> <p>Interventions en dehors des horaires de travail de l'agent afin d'assurer la continuité du service public (intervention en cas de problème avec les caisses)</p>	<p>DRE</p> <p>*Contrôleurs *Responsables de service *Responsable d'unité</p> <p>*Régisseur principal et suppléant</p>	<p>Astreintes d'exploitation Filière technique ou non technique ou astreinte de décision (par roulement selon planification)</p> <p>Astreintes hors filière technique de nuit ou samedi (par rotation)</p> <p>INDEMNITE</p>
<p>Interventions en cas d'incidents sur les bâtiments communautaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ Mise en sécurité après effraction, sinistre, dégâts collatéraux ↳ Protection des personnes ↳ Fermeture provisoire des locaux ↳ Etablissement d'un périmètre de protection ↳ Démarches auprès des concessionnaires et des services de secours ou de police 	<p>DAB</p> <p>*Personnels encadrants</p> <p>*Personnels d'exploitation</p>	<p>Planning par semaine complète</p> <p>1 agent par semaine en astreinte de décision (roulement sur les 4 semaines)</p> <p>1 agent par semaine (différent des personnels encadrants) en astreinte d'exploitation (roulement sur les 4 semaines)</p> <p>INDEMNITE</p>

<p>Intervention en cas d'incidents sur les activités de service liées au ramassage des déchets ménagers (OM, encombrants...) et aux déchetteries communautaires.</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ Divers accidents (moyens humains et roulants) ↳ Pannes mécaniques sur les moyens roulants, ↳ Réorganisation du travail (en cas d'intempéries, d'absences importantes de personnel, de pannes multiples sur les moyens roulants...) ↳ Vandalisme, vol et intrusion dans les bâtiments communautaires affectés à la gestion des déchets (déchetteries, Centre Technique) 	<p>DEN</p> <p>* Responsables du service gestion des déchets et Adjoint du responsable</p> <p>* Personnels de l'unité mécanique</p>	<p>Planning par semaine complète</p> <p>1 agent par semaine par roulement en astreinte d'exploitation</p> <p>1 agent par week-end et/ou jours fériés</p> <p>INDEMNITE</p>
<p>Interventions en cas d'incidents et de pannes du réseau informatique des médiathèques ...</p>	<p>Personnel informatique : DIN DRE</p> <p>*Personnel encadrant *Personnel d'exploitation</p>	<p>- 1 astreinte de décision par semaine, par roulement</p> <p>- 1 astreinte d'exploitation par semaine selon planning préétabli</p> <p>INDEMNITE</p>
<p>Interventions en cas d'incidents intervenus dans le cadre des dossiers gérés par le SYMISA (voirie)</p> <p>Interventions dans le cadre du pôle d'échange TCSP (pendant la durée des travaux)</p>	<p>DDIR</p> <p>* Personnel d'intervention * Direction</p>	<p>1 astreinte d'exploitation par semaine, par roulement</p> <p>1 astreinte de décision par semaine, par roulement</p> <p>INDEMNITE</p>
<p>Astreintes liées à la prise de décision nécessaire dans le cadre de la continuité des services et aux missions de communication</p>	<p>Toutes les Directions</p>	<p>Astreintes liées à la prise de décision des personnels encadrants des filières techniques et non techniques Uniquement Directeur ou Adjoint au Directeur</p> <p>- Astreintes de décision pour la filière technique</p> <p>- Astreintes sans distinction pour les autres filières</p>

4- Les modalités de compensation des astreintes communautaires

Ces périodes pourront être effectuées par des agents titulaires ou non titulaires, des filières techniques ou autres.

A cet effet, les agents disposent éventuellement de téléphones portables.

Trois fiches de déclaration des astreintes, à l'usage des Directions, sont mises en ligne sur le portail intranet :

- Fiche astreinte Technique de Décision
- Fiche astreinte Technique d'exploitation
- Fiche astreinte hors filière technique

Les règles de compensations sont les suivantes et sont appelées à être réévaluées en fonction de l'évolution des textes réglementaires :

Les astreintes font l'objet soit d'une rémunération, soit d'une récupération.

Seuls les agents logés en sont exclus.

Le décret opère une distinction entre les indemnités versées aux agents de la filière technique pour lesquels les taux applicables sont fixés par un arrêté du 14 avril 2015, et celles versées aux autres agents, qui sont définies par l'arrêté du 7 février 2002.

4-1 Toutes les filières hors technique

a- Astreinte

	Indemnité d'astreinte		Repos compensateur
Semaine complète (lundi soir après service au lundi matin à la reprise du service)	121 €	ou	1 journée 1/2
Du Lundi matin au Vendredi soir	45 €		1/2 journée
Jour ou nuit de week-end ou jour férié	18 €		1/2 journée
Une nuit de semaine	10 €		2 heures
Du Vendredi soir au Lundi matin	76 €		1 journée

b- Interventions : lorsque l'agent se déplace et intervient en plus de l'astreinte

Heures effectuées	Indemnité d'intervention		Repos compensateur
Entre 18h et 22h ainsi que les samedis entre 7h et 22h	11 € / h	ou	Nombre d'heures de travail majorées de 10%
Entre 22h et 7h ainsi que les dimanches et jours fériés	22 € / h		Nombre d'heures de travail majorées de 25%

4-2 Filière technique :

En application du décret n°2015-415 du 14 avril 2015, les personnels appelés à participer à une période d'astreinte peuvent bénéficier :

- D'une indemnité dite « **astreinte d'exploitation** » compensant l'obligation de demeurer, soit au domicile ou à proximité, afin d'être en mesure d'intervenir.
- D'une indemnité dite « **astreinte de décision** » en faveur des personnels d'encadrement pouvant être joints directement par l'autorité territoriale.

a - Astreintes d'exploitation

	Indemnité d'astreinte
Semaine complète (lundi soir après service au lundi matin à la reprise du service)	159,20 €
Astreinte pour une nuit entre le lundi et le samedi ou la nuit suivant un jour de récupération	10,75 € si astreinte sup à 10h 8,60 € si astreinte fractionnée égale ou supérieure à 10h
Week-end du vendredi soir après le service au lundi matin	116,20 €
Astreinte le samedi ou couvrant une journée de récupération	37,40 €
Astreinte de dimanche ou jour férié	46,55 €

b - Astreintes de décision

	Indemnité d'astreinte
Semaine complète (lundi soir après service au lundi matin à la reprise du service)	121,00 €
Astreinte pour une nuit entre le lundi et le samedi ou la nuit suivant un jour de récupération	10,00 € si astreinte sup à 10h 10,00 € si astreinte fractionnée égale ou supérieure à 10h
Week-end du vendredi soir après le service au lundi matin	76,00 €
Astreinte le samedi ou couvrant une journée de récupération	25,00 €
Astreinte de dimanche ou jour férié	34,85 €

c - Indemnisation des interventions

L'intervention accomplie pendant une période d'astreinte est considérée comme un temps de travail effectif :

- pour les agents des catégories B et C l'indemnisation se fait dans le cadre de la réglementation relative aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires ;

- pour les catégories A, l'indemnisation se fait selon le régime suivant :

	Taux d'indemnité	ou	Repos compensateur
Nuit	22 € / h		Nombre d'heures de travail majorées de 50%
Samedi	22 € / h		Nombre d'heures de travail majorées de 25%
Dimanche et jour férié	22 € / h		Nombre d'heures de travail majorées de 100%
Jour de semaine	16 € / h		-
Repos imposé par l'organisation collective du travail	-		Nombre d'heures de travail majorées de 25%

Précisions :

Concernant les astreintes couvrant les jours de pont obligatoires déterminés par la Collectivité chaque année, une astreinte couvrant une journée de récupération (taux 37,40 € ou 25,00€ selon type d'astreinte) sera versée à l'agent en plus d'une éventuelle semaine d'astreinte couvrant les nuits et week-end.

*Tous les taux sont susceptibles d'être modifiés en fonction de l'évolution de la réglementation.

Dans le cadre des astreintes les directions doivent communiquer les plannings aux personnels concernés au minimum 15 jours avant le début de l'astreinte.

5- Les cas de recours aux permanences

Les situations prévues à la CASA	Emplois et directions concernées	Modalités
Permanences liées à la présence nécessaire de cadre sur les stands, foire salons et toutes manifestations auxquelles la Communauté participe	Toutes les Directions	Permanences des personnels encadrants des filières techniques et non techniques

Les permanences peuvent donner lieu à indemnisation dans les conditions suivantes :

Jour de permanence	Personnels techniques	Autres personnels	
		La journée	La demi-journée
Samedi	112,20 € la journée	45 €	22,50 €
Dimanche et jour férié	139,65 € la journée	76 €	38 €

Il est proposé au Conseil Communautaire d'adopter l'actualisation des modalités d'attribution et de compensation des permanences et des astreintes au sein de services communautaires.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, ADOPTE l'actualisation des modalités d'attribution et de compensation des permanences et des astreintes au sein de services communautaires.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 19 décembre 2016
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 19/12/2016
Numéro : CC_2016_185
Nature : DE - Deliberations
Objet : Actualisation du règlement des astreintes et indemnité d'intervention
Matière : 4.5 - Regime Indemnitaire
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : uLtAnEc

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 28/12/2016
Identifiant : 006-240600585-20161219-CC_2016_185-DE

Acte reçu

Date : 19/12/2016
Numéro interne : CC_2016_185
Code nature : 1
Code matière 1 : 4
Code matière 2 : 5
Objet : Actualisation du règlement des astreintes et indemnité d'intervention
Classification utilisée : 01/04/2004
Document : 006-240600585-20161219-CC_2016_185-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 0